

FRANC-TIREUR

<http://www.altern.org/solidariteftp>

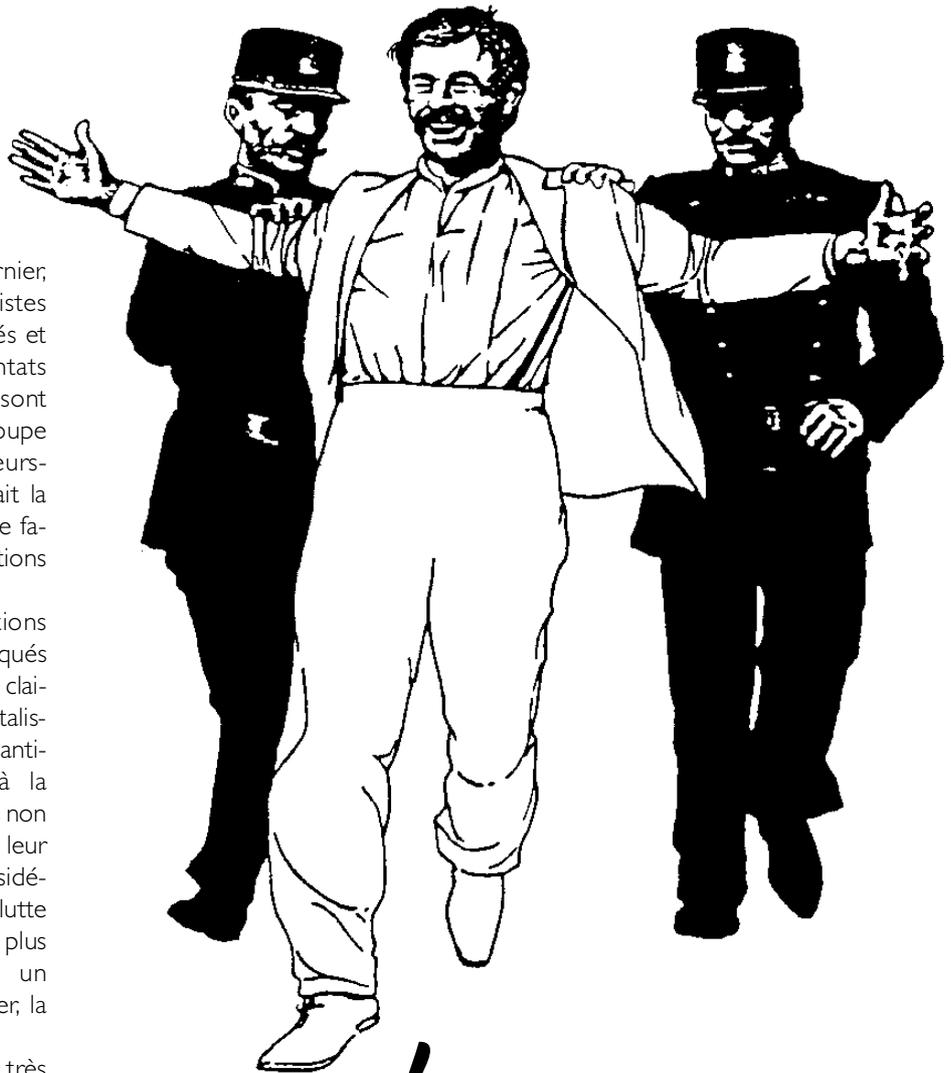
N°1 - F VRIER 2000 - PRIX LIBRE



VENDREDI 15 octobre dernier, deux militants antifascistes marseillais ont été arrêtés et écroués pour des attentats commis ces dernières années. Ils sont accusés d'avoir fait partie d'un groupe antifasciste, les FTP (Francs-Tireurs-Partisans), qui depuis 1991 menait la lutte contre le FN et ses affidés de façon autonome (voir liste des actions revendiquées à la page suivante).

Ceux qui ont signé leurs actions « FTP » se sont toujours revendiqués de l'antifascisme radical, se plaçant clairement dans une optique anticapitaliste et internationaliste. Rejetant l'antifascisme moral et politicien à la SOS-Racisme, ils n'entendaient pas non plus donner des leçons ou faire de leur lutte un exemple à suivre. Ils considéraient que c'était une forme de lutte parmi d'autres, ni plus efficace, ni plus légitime. Ils l'inscrivaient dans un contexte géographique particulier, la région Paca.

Celle-ci occupe en effet une place très particulière en France. Longtemps bastion de gauche, du centre à l'extrême, sa dérive politique a commencé il y a une trentaine d'années avec un affairisme politico-mafieux de plus en plus marqué qui a peu à peu discrédité la droite parlementaire locale, notamment le Parti Républicain de François Léotard, puis l'ensemble de la classe politique. L'arrivée successive de deux communautés issues du même pays, l'Algérie, mais dont l'une portait sa rage et sa revanche en bandoulière a permis la renaissance d'une xénophobie jamais totalement éteinte depuis les chasses



*Liberté
pour yves
et william!*

... Suite en page 4.

«PESTE BRUNE» SUR PACA

chronologie d'un engagement contre le nationalisme et la xénophobie

Depuis une trentaine d'années, le sud-est de la France, plus communément appelé région PACA, est devenu un bastion des idées politiques les plus réactionnaires et nationalistes. Si la xénophobie a toujours été latente comme en témoigne les chasses à l'italien du début du siècle, la force des partis dits de gauche des années 1930 jusqu'au début des années 1980 a pu donner l'illusion que cette région s'était habitué aux idées « progressistes ». Ainsi, malgré une flambée de violence anti maghrébinne en 1973 et quelques attentats à la fin de cette décennie, le Front National, principal représentant des idées nationalistes en France, n'obtenait que 1,2 % des suffrages en région PACA aux législatives de 1978 et stagnait à 1 % aux présidentielles et législatives de 1981.

LE TOURNANT DE 1983

Pourtant dès 1983, avec les élections municipales, il semble que la situation politique change, montrant par là même que cette région n'était pas différente du reste de la France malgré « sa tradition d'accueil ». Une liste emmenée par l'avocat B. Manovelli sur le thème de la sécurité et intitulée finement « Marseille Sécurité » obtient alors 10 % des suffrages sur Marseille avec des pointes à 30 % dans les arrdt. populaires, là même où le FN obtenait déjà 7 % en moyenne aux législatives de 1981. En 1984, les élections européennes viennent confirmer cette situation puisque la liste menée par Le Pen obtient 19,49 % dans les Bouches-du-Rhône et 21,42 % à Marseille, score confirmé aux cantonales de 1985 avec 26 % à Marseille. Il semble alors que l'on puisse établir une relation étroite entre ces pourcentages élevés de la droite xénophobe et sécuritaire et le pourcentage de population immigrée dans la population totale, montrant ainsi la motivation principale sinon

unique des électeurs du FN. En moyenne, aux élections législatives de 1986, un taux de population immigrée de 9,4 % se traduira par un score global de 18,3 % sur la région. Mais certains départements sont alors déjà plus gagnés que d'autres : les Bouches-du-Rhône votent à 22,53 % pour le FN et les Alpes-Maritimes 20,88 %. Cela représente sept députés pour la région et 25 conseillers régionaux. Les journalistes et les démocrates locaux ont beau essayer d'y voir un vote protestataire encouragé par le mode de scrutin proportionnel : le FN est implanté électoralement et la rhétorique anti-immigrée s'assure un franc succès. Pourtant, d'autres facteurs viennent évidemment encourager cette flambée xénophobe. Il suffit alors de se pencher sur le bassin d'emploi de Marseille pour constater que le taux de chômage y est de 14,6 % en 1986, soit 5 % de plus que nationalement, et surtout que cet espace a perdu 5 % d'emplois industriels entre 1982 et 1986. Ce déclin

se produit au moment même où la présence immigrée se transforme, passant du travailleur célibataire invisible et parqué en foyer à la famille dont la visibilité est toute autre et dont les besoins sociaux sont les mêmes que tout un chacun. On peut également observer un niveau d'éducation plus faible qu'ailleurs : 47,3 % des Marseillais sont alors sans diplôme et cela influence le regard qu'ils peuvent porter sur l'évolution sociale de ces années-là. Mal dans leur peau, mal dans leur ville, ils ont un sentiment d'abandon très fort qui alimente leur peur. Le FN est alors le meilleur relais de cette exaspération qui se concentre sur le refus de l'étranger détesté. Cela convient d'autant mieux au FN qu'il profite des particularités locales, en particulier les accommodements de la vie politique méridionale qui font que la classe politique manifeste une complaisance générale sans faille pour le Front et son discours. Les libéraux et conservateurs n'y voient rien à redire tandis que le PS ex-

ACTIONS REVENDIQUÉES PAR LES FTP

- 14 juillet 1991 : attaque aux cocktails molotov contre le siège du FN à Marseille.
- 24 octobre 1992 : destruction à l'explosif du restaurant « La Truffe noire » la veille d'un meeting du FNJ.
- 06 juin 1994 : destruction à l'explosif du siège du FN à Marseille.
- 16 décembre 1994 : attaque à l'explosif contre le Consulat d'Italie le jour de la visite de S. Berlusconi à Aix-en-Provence pour protester contre l'arrivée au pouvoir d'une coalition avec les néo-fascistes italiens d'Alliance Nationale.
- 03 avril 1995 : action à l'explosif contre la villa de Maurice Gros, secrétaire départemental du FN, suite à l'assassinat d'Ibrahim Ali en février.
- 21 février 1996 : destruction à l'explosif du local FN des quartiers nord

d'où étaient partis un an auparavant les assassins d'Ibrahim Ali.

- 11 mars 1997 : attaque à la grenade d'un local du FN à Marseille.
 - 21 février 1998 : destruction à l'explosif d'un local du FN à Bonneveine.
 - 09 juin 1998 : destruction à l'explosif la veille de l'ouverture du procès des assassins d'Ibrahim Ali du nouveau local du FN au même endroit que celui détruit le 11 mars 1997.
 - 28 octobre 1998 : destruction à l'explosif du générateur électrique du Stadium de Vitrolles pour empêcher un concert de Rock Identitaire Français organisé par la mairie FN.
- À cette liste il faut ajouter un attentat à l'explosif contre la DDTE le 1^{er} mai 1994 en soutien aux travailleurs des entreprises régionales et revendiqué « Des chômeurs en pétards ».

prime une opposition molle, tout préoccupé qu'il est à utiliser le FN pour mieux diviser une droite qui a alors le vent en poupe dans cette région. Le vieillissement général de la population dans cette région a en effet largement profité électoralement aux partis de l'Ordre et la Propriété. Pourtant ces partis sont déjà touchés par une hémorragie qui ne s'arrêtera plus, en particulier le RPR qui voit s'effondrer le nombre de ses électeurs et militants au profit du FN.

LA CONFIRMATION DE 1988

La percée se poursuit en 1988 lors des échéances électorales de cette année. J.-M. Le Pen obtient 24,5 % des suffrages aux élections présidentielles en région PACA avec des pointes à 26,4 % dans les Bouches-du-Rhône et 25 % dans le Var. Les élections législatives représentent le même succès avec 21,3 % en moyenne sur la région, résultat qu'il faut comparer aux 1,2 % réalisés dix ans plus tôt aux mêmes élections! Il n'est alors plus question seulement de « vote protestaire » mais d'un choix conscient de milliers d'électeurs prêts à rejeter les « étrangers » à la mer. Cet enracinement s'explique par l'infiltration nationaliste et xénophobe dans le tissu associatif, que ce soit les structures liées à la communauté rapatriée d'Algérie particulièrement puissante dans cette région ou celles de fraternité militaire ou encore les associations sécuritaires dont le nombre a explosé durant cette décennie. Mais Anne Tristan a montré que le discours xénophobe touchait également de simples associations de quartier. Les dix villes qui votent alors le plus pour Le Pen sont dans l'ordre Marignane, Sorgues, Les Pennes, Vitrolles, Six-Fours, Châteauneuf, Marseille, Fréjus, La Valette et Septèmes. En face, l'effritement de la gauche est incroyable. La vacuité du discours le dispute à la nullité des pratiques et cela ouvre un boulevard à un tribun comme B. Tapie promu champion anti-FN à Marseille. Cela pousse un certain nombre de militants à essayer de s'organiser en marge du milieu politique dans l'espoir de lutter autrement avec des idées qui ne soient pas celles du clientélisme et de l'affairisme. C'est ainsi que se constitue le collectif contre le fascisme et le racisme qui regroupe le Groupe Anti-Fasciste dont fait partie

Yves, le MRAP, le comité Euskadi ou la FGA. Cette résistance s'amplifie au fur et à mesure que le FN se développe, comme le montre par exemple l'émergence des collectifs Ras L'Front, mais elle n'empêche pas sa progression. Elle ne règle en effet aucune des questions qui expliquent l'émergence du FN et se raccroche bien souvent à l'illusion qu'une gauche politiquement forte permettrait le recul du FN. Vitrolles montre au contraire que les partis de gauche sont bien souvent le meilleur atout du Front. C'est ainsi que dès 1993, B. Mégret obtient 55 % des suffrages au premier tour des élections municipales même s'il ne conquiert la mairie par épouse interposée qu'en février 1997. Cette situation culminera aux législatives de mai 1997 avec 32,39 % au premier tour pour J.-M. Le Chevallier, 35,45 % pour B. Mégret ou 28,78 % pour J. Bompard.

Dans la vie de tous les jours, cela se traduit par une pression politique et raciste permanente, le développement des infrastructures militantes du FN, la conquête progressive de toutes les sphères de la société méridionale. Le symbole en est la dispersion sauvage par les CRS de la manifestation anti-FN de mars 1997 au cours de laquelle tabassages en règle et tirs tendus de grenades lacrymogènes montrent à quel point la limite entre démocratie libérale et régime autoritaire peut vite devenir très floue...

1995, ANN E NOIRE

Le 21 février 1995, le jeune d'origine comorienne Ibrahim Ali est assassiné par trois colleurs d'affiche du FN. Ce meurtre vient démontrer, si besoin en était, que les mentalités de la région PACA sont durablement marquées par la xénophobie : non seulement les militants FN sont à la fois suffisamment paranoïaques et fanatisés pour tirer à bout portant sur un jeune visiblement d'origine étrangère mais en plus cet assassinat ne fragilise en aucune façon l'implantation du FN dans à Marseille et à fortiori dans la région. Les révélations sur la passé criminel de ces militants ou leur misère sociale ne changent rien non plus. Le propos d'un militant frontiste rapporté en 1987 par A. Tristan dans son livre *Au Front* se vérifie : « Regarde : si tu tues un arabe quand Le Pen fait 0,5 %, t'as tout de suite le tollé, on te traite de raciste... Quand

SOLIDARIT

Plusieurs initiatives de solidarité ont déjà été menées un peu partout :

Paris • 30/10 concert au CICP avec les Big Mama et les Fils de Teupuh.

• 19/12 concert au CICP avec Data Panic, Gordz, Goffer Wiborowa, Lycanthrope et La leur déchirée

• 6/02 concert au CICP avec Scuttle, Southport (ex snuff), The informers :

punk (Paris) • **Dijon** • 30/10 concert avec avec les Black Fire • 14/01 repas

de soutien • 6/02 concert à Espace autogéré des Tanneries avec Brigada

Florès Magon, Les Partisans, Western Special • D'autres choses se sont

faites aussi (ou s'organisent) à **Metz, Strasbourg, Nantes, Marseille,**

Bordeaux, etc.

on est à 15 %, les gens, déjà, ils crient moins... Alors il faut continuer et tu verras qu'à 30 %, les gens ne crieront plus! ». Des manifestations ont alors lieu à Marseille et dans toute la France pour réclamer justice mais l'inertie reprend vite ses droits. Chacun en profite alors pour poursuivre ses propres intérêts... B. Mégret se lance dans une défense acharnée des trois militants pour assurer sa mainmise sur l'appareil régional du FN, débordant par la même occasion J.-M. Le Pen qui avait déclaré s'associer au chagrin de la famille; B. Tapie annonce une démagogique tentative de porter plainte contre B. Mégret; SOS-Racisme envoie ses avocats « manager » la famille. Bref, le Barnum continue... L'exclusion des associations de la procédure par le magistrat instructeur en mai 1995 sous prétexte qu'il ne semblerait pas que « les crimes d'homicide volontaire et tentative d'homicide volontaire ont été commis en raison de l'appartenance des victimes à une ethnie, une race, etc. » vient finalement montrer que ce meurtre n'aura rien changé sur le cours des choses, ni dans la résistance renforcée qu'on pouvait en attendre. C'est alors que certains militants antifascistes radicaux c'est-à-dire anticapitalistes font le choix de lutter de façon extra-légale contre le FN, tirant le bilan de l'inefficacité de 10 ans de lutte légale. L'attentat du 3 avril 1995 contre la villa de Maurice Gros, secrétaire départemental du FN, vient marquer ce choix.

UNE LETTRE DE YVES

••• Suite de la page 1.

MON cas personnel, en soi-même, n'est pas ce qui doit importer.

Ce qui importe, c'est le sens du combat que nous avons mené. Il a changé aujourd'hui dans la forme mais pas dans le fond. La « gauche » a avalisé, par sa gestion, la loi du marché comme le vrai dirigeant de la société. Leurs reniements et leurs trahisons sont là pour le prouver : non-abrogation des lois « Pasqua-Debré », non-régularisation des sans-papiers, acceptation de la fermeture de Vilvorde, etc, etc. Dans ses pages business, le *New York Times* vient de rendre hommage à L. Jospin pour la loi sur les 35 heures en expliquant qu'elle renforcerait la flexibilité du travail, rapprochant ainsi la France de la Grande-Bretagne. Certains au PS veulent même aller encore plus loin, comme J.-M. Bockel, maire de Mulhouse, qui déclarait récemment que "si l'on pouvait se servir du revenu universel pour baisser plus rapidement les allocations chômage, on encouragerait à coup sûr le travail... Un tabou de plus à abattre! »

La nuance entre ultra-libéraux et sociaux-libéraux se résume ici à quelques centaines de francs par mois en plus ou en moins pour les salariés. Poursuivant sur le même registre, Bockel ajoutait qu'il faudrait « légiférer pour que soit instauré un service minimum sans que certains fassent semblant d'y voir la fin du droit de grève dans les services publics ». Finissant enfin par dévoiler le fond exact de sa pensée : « si l'on pouvait dire que le PS est aussi, mais pas seulement, le parti de la Loi et de l'Ordre, nous serions plus détendus pour parler d'autres sujets... »

On voit ainsi se dessiner une société éclatée avec une partie de la population sans emploi, vivant d'allocations minimales et de système D'une autre partie soumise à des horaires imposés atypiques touchant de maigres salaires et bénéficiant des protections sociales de plus en plus réduites et enfin une troisième partie ayant un emploi bien rémunéré et étant dans la capacité de s'acheter une assurance supplémentai-

re mais au prix d'amplitudes horaires infernales. Le schéma d'organisation des salariés est d'ailleurs cohérent avec les changements programmés dans le système de protection sociale. La CMU pour les plus pauvres, le système actuel maintenu de façon précaire pour les moins pauvres et les fonds de pension pour les salariés les plus riches.

Finalement, il ne reste plus à l'État que le seul rôle d'appareil de sécurité au service des entreprises. Car le projet néo-libéral n'est pas la disparition de l'État. Il veut juste un État affaibli en matière économique et sociale mais hypertrophié dans le domaine policier et pénal. Le danger vient du fait qu'on ne nous présente pas ces politiques répressives comme d'inspiration néo-libérale mais au contraire comme des modes de réaffirmation de la force de l'État. Car plus le système exclut — un million de RMIstes, six millions de personnes survivant avec 60 F par jour — plus il doit assurer l'ordre. 30 ans de politiques urbaines n'ont rien changé comme l'ont rappelé les militants du MIB lors des Assises de la Ville à Vauxen-Velin en décembre dernier. On voit juste se mettre en place une politique de quadrillage des quartiers dits sensibles dans le cadre d'une « reconquête républicaine » dont le seul débouché est l'enfermement social, économique, politique et finalement pénal.

Les prisons sont remplies à ras bord de cette population précarisée, vivant dans des conditions qu'on commence tout juste à connaître : surpeuplement (quatre dans dix m²), maladies (tuberculose, hépatite, Sida), rats pour certains, cafards pour tous, violence à tous les niveaux, que ce soit celle des gardiens ou entre détenus. Pour seule réponse, le ministère de la Justice annonce la construction de six nouvelles prisons. C'est parce que tout cela existe et se poursuit tous les jours, en France et dans le reste du monde, que la lutte doit se poursuivre et se développer. J'espère y apporter ma contribution, même du fond d'une cellule. Amitiés rouges & noires,

YVES

à l'Italien du début du siècle. Si l'on ajoute à ces deux facteurs la crise sociale qui a touché de plein fouet une région habituée à vivre de l'agriculture et des activités générées par l'arrière-pays marseillais, on aboutit à la création d'un terreau politique fertile pour la droite populiste et raciste telle que l'incarrait le FN uni depuis la seconde moitié des années 1980.

Faut-il rappeler la collusion à peine masquée entre fascistes et forces de l'ordre, l'élection de quatre municipalités FN et la banalisation des violences racistes? Sans faire une recherche bien profonde, il suffit de se remémorer l'assassinat du jeune Ibrahim Ali en 1995 par des militants FN et l'abjecte campagne de dénégation de ce parti; les violences et les abus de pouvoir commis par la municipalité FN de Vitrolles ou ses représentants depuis trois ans (prime de préférence nationale, attaque contre des grévistes, murage du sous-marin); la fin de manifestation marseillaise contre le FN en mars 1998 réprimée à grands coups de matraque par la police.

Considérant que c'était un axe de résistance, les FTP ont entrepris de saper les moyens matériels mis en œuvre par le FN pour s'implanter localement en évitant de toucher physiquement les personnes comme le rappelle le journaliste de *Libération*. À présent, ils n'ont nul besoin d'être glorifiés ou même applaudis. À ceux qui seraient tentés de le faire de mettre en adéquation leurs paroles et leurs actes. Par contre, ils ont besoin de soutien matériel et moral parce que c'est une nécessité pour survivre en prison...

**COLLECTIF DE SOLIDARITÉ
AVEC YVES ET WILLAM (PARIS)
SOLIDARITÉ-RÉSISTANCE
ANTIFA (SRA)**

SRA et Collectif de solidarité
21ter, rue Voltaire, 75011 Paris
Tél. 01 43 48 54 95
solidariteftp@altern.org
solidariteftp@samizdat.net
Supplément à Reflexes n°53
Directeur de publication :
Benoît Delmotte